COMMUNE DE RIOM

REPUBLIQUE FRANCAISE

VILLE DE RIOM

(PUY-DE-DOME)

*

EXTRAIT du REGISTRE des DELIBERATIONS du CONSEIL MUNICIPAL

Effectif légal du Conseil

Municipal : 33

Nombre de Conseillers

en exercice : 33

Nombre de Conseillers

présents ou représentés :

31

Nombre de votants :

31

Date de convocation :

2 avril 2024

**Date d'affichage de la
liste des délibérations :**

11 avril 2024

**Objet : Tarification de
cotisation pour la
future classe
préparatoire de l'École
d'Art de la Commune
de Riom**

L'AN deux mille vingt-quatre, le **8 avril** le Conseil Municipal de la Ville de Riom, convoqué le 2 avril, s'est réuni en session ordinaire, à 18 heures 30, à la Salle Attiret Mannevil, sous la présidence de **Monsieur Pierre PECOUL, Maire**

PRESENTS :

M. BAGES, Mme BERTHELEMY, M. BOUCHET, Mme CHAMPEL, MM. CHASSAING, DE ROCQUIGNY, DESMARETS, Mmes EUERSTEIN, GRENET, M. HEBERT, Mme LAFOND, M. LARRAUFIE, Mmes LYON, MACHANEK, M. MONNET, Mme MOURNIAC-GILORMINI, MM. RAYNAUD, RESSOUCHE, Mme ROUSSEL, M. SEMANA, Mmes STORKSEN, TOVAR, VAUGIEN, VEYLAND, M. VERMOREL.

ABSENTS :

Mme Elodie ACKNIN, Conseillère Municipale Déléguée
absente

M. Rémy BALLET, Conseiller Municipal
a donné pouvoir à Mickaël SEMANA

M. Jean-Pierre BOISSET, Maire-Adjoint
a donné pouvoir à Pierre PECOUL

M. Daniel GRENET, Maire-Adjoint
a donné pouvoir à Pierre CHASSAING

Mme Audrey LAURENT, Conseillère Municipale
absente

Mme Nathalie NIORT, Conseillère Municipale
a donné pouvoir à Boris BOUCHET

Mme Christine PIRES-BEAUNE, Conseillère Municipale
a donné pouvoir à Bruno RESSOUCHE

<> <> <> <>

Secrétaire de Séance : Bernard MONNET

**SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL
DU 8 AVRIL 2024**

QUESTION N° 8

OBJET : Tarification de cotisation pour la future classe préparatoire de l'École d'Art de la Commune de Riom

RAPPORTEUR : Pierre CHASSAING

Question étudiée par la Commission n° 3 « Qualité de vie et animation » qui s'est réunie le 20 mars 2024

L'École d'Art de Riom va ouvrir à partir de la rentrée de septembre 2024 une classe préparatoire aux concours d'entrée des Écoles Supérieures d'Art, d'Architecture et d'Arts Appliqués. Cette activité étant nouvelle, il convient de voter un tarif.

Pour rappel :

Cette 1^{ère} année de fonctionnement est une année test.

Le nombre d'inscrits est limité à 15 élèves maximum.

Les élèves inscrits en classe préparatoire bénéficieront de 25h minimum de cours par semaine. Afin d'obtenir l'agrément du Ministère de la Culture, il convient de respecter un tarif abordable pour tous.

Les classes préparatoires publiques en France coûtent entre 200 € et 1 000 € pour une année scolaire. Le tarif dépend du nombre d'heures dispensées, de l'équipement proposé, du profil des enseignants, de la Commune, etc.

Proposition :

Partant de ce constat, en fonction des tarifs de propositions similaires sur la région, et afin d'autofinancer une partie de cette activité, il est proposé le tarif de **700 € l'année scolaire**.

Il est proposé au Conseil Municipal de valider ce tarif et, de lui appliquer comme pour les autres cours, les réductions d'usage en fonction du quotient familial (pour les élèves riomois uniquement).

Le Conseil Municipal est invité à :

- valider la création de ce tarif.

APRES EN AVOIR DELIBERE, LE CONSEIL MUNICIPAL A ADOPTE

Fait et délibéré en séance les mêmes jour, mois et an que dessus.

Pour extrait conforme.

RIOM, le 8 avril 2024

Le Maire,

signé

Pierre PECOUL

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication. Elle peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Maire de Riom (23 rue de l'Hôtel-de-Ville, BP 50020 63201 Riom Cedex), étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre et qu'un silence de deux mois vaut décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée à ce même Tribunal Administratif dans un délai de deux mois (Articles R.421-1 et suivants du Code de Justice Administrative et L.231-4 du Code des Relations entre le Public et l'Administration).